



Vue aérienne de Jérusalem. Le gouvernement d'Israël en a fait sa capitale. Le Canada, à l'instar d'autres pays, refuse de la reconnaître comme telle et maintient son ambassade à Tel Aviv.

Leur compromis historique est digne de mention en ce sens que les musulmans conservent l'accès à leurs Lieux saints et leur contrôle et qu'on convient du démantèlement d'une partie des défenses de la ville. Bien qu'il fasse des insatisfaits de part et d'autre, cet arrangement tient le coup jusqu'en 1244, année où une horde de Turcs du Kharezn, en fuite devant les successeurs de Gengis Khan, enlèvent la ville et la pillent. Peu de temps après, Jérusalem tombe aux mains des Égyptiens Mamelouks qui la perdent aux Turcs Ottomans en 1517. Quatre cents ans plus tard, le général anglais Allenby défile avec ses troupes victorieuses dans les rues de la Ville sainte, ouvrant ainsi

un nouveau chapitre de la tumultueuse histoire de Jérusalem. Comme on peut le voir, cette dernière a connu bien des tribulations. Parfois capitale d'un État indépendant, parfois État vassal; pendant la majeure partie de son histoire, elle n'est qu'une ville de province subjuguée par des maîtres successifs. Et pourtant, elle demeure sacrée aux yeux de trois religions partageant la même origine.

Commission de l'ONU en 1947

La participation du Canada aux débats sur le statut de la ville de Jérusalem remonte à plus de 30 ans. En avril 1947, exaspérée par l'opposition persistante que rencontrent ses